



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

14-06-2015

Réunion des Bureaux Nationaux COMMUNISTES-URCF du 10 juin

Les 2 bureaux nationaux de l'URCF et de COMMUNISTES se sont réunis ensemble le 10 juin pour terminer la préparation de notre Congrès d'unification qui aura lieu le 20.

Il faut souligner l'accord profond de tous les camarades avec les rapports de Tonio Sanchez et Jean-Luc Sallé.

Rapport introductif

Nous sommes à 10 jours du congrès qui va unifier nos deux **organisations** pour renforcer le parti révolutionnaire indispensable à la classe ouvrière et au peuple pour chasser le capitalisme et construire le socialisme.

C'est notre ligne politique, la seule perspective claire proposée au peuple.

Tous les autres partis, sans exception proposent chacun à leur manière soit de développer davantage le capitalisme, soit de le gérer. Aucun ne propose de le supprimer alors qu'il est la cause unique des situations sociales et économiques dramatiques en France et dans le monde.

Sa nature, sa mécanique politique consiste à accumuler toujours plus de profit l'oblige à le faire sinon il disparaît.

Cette analyse critique de ce système économique, nous sommes les seuls à la porter. Dans le monde des partis révolutionnaire se reconstituent et se renforcent dans de nombreux pays.

Après la chute de l'URSS, nombre de partis se sont sabordés et se sont mis au service du capital, voilà très globalement dans quel contexte politique nous agissons.

Le mouvement révolutionnaire national et international très affaibli a eu naturellement des conséquences sur la nature et la stratégie des organisations syndicales qui elles aussi font allégeance au capital en apportant leur contribution à sa gestion au travers d'un « dialogue social » bienveillant à l'égard du Medef qui dirige l'État et qui s'engouffre dans l'espace laissé libre par les politiques et les centrales syndicales devenues des « partenaires sociaux » pour accentuer, accélérer sa recherche de profit au détriment de la classe ouvrière et du peuple.

Intégrer les partis politiques et les centrales syndicales à l'exploitation du travail, c'est un vieux rêve du capital, aussi vieux que son existence. Ce que nous pouvons constater aujourd'hui, c'est la rapidité du développement du capital, les moyens considérables qu'il met en œuvre pour accumuler toujours plus de profits.

Cela a des conséquences dramatiques pour les peuples et la classe ouvrière, mais peu importe, ce n'est pas son souci premier, ce n'est d'ailleurs pas son souci du tout. L'accélération consiste à détruire tous les repères collectifs au nom du profit (ce qui n'est pas dit bien sûr) : les services publics, les collectivités territoriales, le droit à la santé, l'éducation, le système de retraite par répartition, la Sécurité Sociale, la recherche etc... Tous les jours il y a des luttes sur le sujet.

Code du travail, statuts, conventions collectives... C'est la remise en cause continuelle des acquis sociaux qui sont (encore) le socle commun obtenu par les luttes. La loi Macron, les accords de compétitivité, le chantage à l'emploi, sont autant d'attaques supplémentaires exigées par les patrons et appliquées par le gouvernement socialiste. Toutes les contraintes au profit doivent être supprimées...

Dans le même temps les entreprises sous statut national qui ont pendant un temps contribué au développement de l'industrie sont bradées au profit de multinationales souvent étrangères. Attention à ne pas se méprendre, les entreprises dites « nationales » n'ont jamais été gérées démocratiquement, le capitalisme n'a jamais disparu en France, il a dû faire face à des rapports de force auxquels il a dû céder.

Il faut revenir sur notre conception d'entreprise nationale au service de la satisfaction des besoins de la nation et du peuple, débarrassée du capital.

Voilà encore une fois très vite tracée la situation dans laquelle nous évoluons, rien ne vaut de temps en temps de rappeler la nature du capital et pourquoi nous voulons le supprimer.

Ce qui est vrai en France est une réalité partout, la course au profit s'accélère et touche l'ensemble de la planète.

Depuis la chute de l'URSS, les conflits armés n'ont jamais été aussi nombreux, ils se sont multipliés. Un simple regard sur l'état du monde il y a 25 ans et aujourd'hui nous éclaire.

Tous les continents sont soumis à une concurrence internationale acharnée, les richesses inexploitées au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie font l'objet de la convoitise permanente des multinationales qui veulent se les accaparer à n'importe quel prix.

Il n'y a pas un conflit armé aujourd'hui comme hier qui trouve son origine en dehors de la course au profit.

Les peuples payent un lourd tribut à cette concurrence inter-impérialiste, les dégâts sont considérables en vie humaine, les états capitalistes bombardent, tuent, massacrent, détruisent les infrastructures et font mine de récupérer « par humanité » les migrants qui fuient leur pays soumis à la domination impérialiste avant qu'ils ne se noient en mer. Les pays agresseurs continuent d'ailleurs à les persécuter une fois recueillis.

Les états capitalistes ont créé, financé, armé des groupes « rebelles » qui sont devenus de véritables armées avec lesquels ils jouent pour se partager le monde dont ils veulent redéfinir les frontières suivant leur zone d'influence.

Voilà le visage du capitalisme mondial aujourd'hui, la bataille inter-impérialiste représente un danger sans cesse croissant pouvant amener un conflit généralisé, il faut là aussi continuer à expliquer les situations diverses et parfois compliquées parce que mouvantes, changeantes mais qui ont toutes un même fond. L'existence du capitalisme dans sa phase actuelle représente un danger pour l'ensemble des peuples du monde.

Certes, il y a des luttes en France comme ailleurs. Nous en relevons de nombreuses dans différents secteurs en France : éducation, hôpitaux, santé, dans de très nombreuses entreprises sur les salaires et l'emploi, les conditions de travail. Mais ces luttes sont isolées les unes des autres, nous connaissons les obstacles à leur développement. Les centrales syndicales ont fait depuis longtemps le choix politique d'abandonner le terrain des luttes, elles appellent aujourd'hui dans un texte récent à « l'unité nationale », à « l'union sacrée » voulue par les partis politiques. L'association capital-travail est présentée comme un

moyen de sortir des problèmes sociaux, la lutte des classes n'est plus à l'ordre du jour.

Ce n'est pas un hasard si c'est la CFDT qui est à l'origine du texte signé par 7 centrales syndicales (sauf force ouvrière) appelant à « l'union sacrée ».

Cette attitude, ce positionnement est un obstacle aux luttes, mais au regard des enjeux et des objectifs du Medef, les luttes ne peuvent que se développer.

Tous les partis parlent « d'alternative » alors que ce sont des impasses, ils n'ont que ça à proposer pour gérer au mieux les intérêts du capital. Tous se positionnent en vue des prochaines échéances électorales, c'est leur seule préoccupation, ils préparent la relève.

Les luttes sont nombreuses en Europe et dans le monde, l'austérité imposée aux peuples rencontre des résistances : en Allemagne où les grèves sont nombreuses, en Espagne, au Portugal, en Turquie, en Chine, aux USA, au Brésil, en Afrique et beaucoup d'autres pays la lutte des classes est internationale. Le mécontentement est profond partout. Certes, il faut un autre niveau de luttes pour faire reculer durablement le capital, l'absence ou la faiblesse des partis révolutionnaires pèse lourdement dans leur développement.

Ce que l'on peut également constater c'est l'existence de moyens considérables pour subvenir aux besoins sociaux des peuples.

L'ensemble des richesses créées est totalement accaparé par les multinationales et les états à leur service.

En France, c'est 2150 milliards d'euros de richesses créées en 2014, il y a donc de quoi développer les services publics, satisfaire les revendications des travailleurs, il en restera encore beaucoup...

L'union de nos deux organisations va nous permettre d'être plus nombreux à démontrer que tant que le capitalisme existera, il faudra lutter pour l'empêcher de sévir et lui arracher ce qu'il vole au peuple.

Construire une société socialiste n'est pas une mince affaire mais c'est la seule perspective crédible.

Pour cela, il faut un parti révolutionnaire fort et influent, un parti de lutte de classes, un parti qui pèse dans la vie politique nationale.

C'est ce que nous sommes en train de construire, de consolider, de renforcer. Le chemin est long, mais nous sommes dans une phase de développement, ce qui est plutôt rare dans la vie politique nationale.

Avec le congrès d'unification, nous arrivons au terme d'un processus que nos deux organisations ont souhaité, unir nos forces pour un même objectif : chasser le capital, construire le socialisme par les luttes, c'est notre seul objectif, c'est à cela que nous devons consacrer toute l'énergie du parti.

Restons lucides, il faudra du temps et du travail pour peser véritablement sur la politique nationale, nous allons nous organiser pour y parvenir.

Nous avons les moyens militants pour intervenir sur tous les sujets politiques actuels. Nous avons déjà fait beaucoup d'efforts pour aller à la rencontre des travailleurs dans et devant les usines, pour aller à la rencontre des enseignants, de la jeunesse dans les établissements éducatifs, dans les quartiers, dans les manifs, ce sont des dizaines de milliers de tracts distribués, des réunions organisées, notre participation aux élections est constante et surtout les résultats sont sans cesse en progression.

Nous sommes aujourd'hui mieux connus et reconnus, nous allons l'être encore plus avec l'union de nos forces.

Pour cela l'organisation de notre parti est essentielle, cela peut paraître banal mais c'est fondamental.

Nous allons développer encore plus les secteurs d'activité qui répondent à notre organisation interne mais aussi et surtout aux préoccupations du peuple et des travailleurs, à la nécessité de construire une perspective politique révolutionnaire.

Jean-Luc SALLE interviendra sur la composition des secteurs d'activité que nous avons définie ensemble et qui seront proposés au congrès. Il interviendra également sur le futur secrétariat, le bureau et comité national, ainsi que sur le rythme des réunions.

Pour ce qui concerne les secteurs d'activité, il ne s'agit pas de « saucissonner » l'activité politique du parti mais de renforcer, d'intégrer le bureau national et le comité national dans l'activité politique. Ces secteurs d'activité sont :

- l'organisation : en liaison étroite avec les bases du parti dans les départements, renforcement, initiatives diverses...
- La propagande : tout ce qui concerne l'information, la communication extérieure...
- Les finances : impulser des initiatives financières dans les départements, souscription, cotisations.

- L'éducation : répondre aux besoins énormes de formation des militants, des sympathisants. Établir rapidement des calendriers de formation dans les départements.
- L'entreprise : c'est un secteur qu'il faut développer, c'est le lieu d'exploitation, contact avec les travailleurs, les syndicalistes. Participation et soutien aux luttes.
- La jeunesse : développer une activité en direction de la jeunesse, c'est l'avenir du parti.
- L'international, c'est un secteur qu'il faut également renforcer, il fonctionne déjà mais la complexité de l'actualité internationale demande beaucoup d'attention, établir les contacts avec les partis révolutionnaires étrangers. Nous allons renforcer notre solidarité internationale.
- Concernant la presse qui est un secteur d'activité très important, dans lequel actuellement nos deux organisations ont chacune naturellement leur propre journal, nous avons pensé qu'il faut organiser l'ensemble du secteur autour d'une équipe comprenant un directeur de publication et une équipe de rédacteurs. Nous aurons également à définir le rythme des publications, la diffusion, la technique d'impression ce qui prendra un peu de temps pour mettre en place cette activité.

Les échos qui nous reviennent de nos adhérents et sympathisants sont très favorables. Ce que nous sommes en train de construire suscite de l'enthousiasme, c'est un bon signe.

On a besoin de faire connaître plus largement notre politique, il n'y a pas de temps à perdre, il y a de quoi faire dans cette situation économique et sociale et à l'approche des échéances électorales.

Nous avons décidé d'une initiative nationale le 7 novembre prochain. Le meilleur moyen de la réussir c'est de la faire connaître dès maintenant, la faire connaître très largement, bien au-delà de nos adhérents et sympathisants. Rien ne remplacera les contacts que nous avons autour de nous pour populariser cette initiative.